

DOI 10.4467/2543733XSSB.17.004.7250

ALAIN SOUBIGOU

Université de la Sorbonne Paris I

L'AFFAIRE DE JAWORZYNA (JAVOŘINA), 1919–1923, UN DILEMME FRANÇAIS*

Les mots-clés: Pologne, Tchécoslovaquie, Teschen, Piłsudski, Beneš, Spiš, Orava, Javořina, Jaworzyna, Mission militaire française, diplomatie française

En 1863, lors de la révolte des Polonais rapidement écrasée par les soldats russes de Mouraviev, Masaryk (1850–1937) qui avait treize ans se sentit solidaire¹. Il apprit la langue polonaise. Il la pratiqua souplement toute sa vie et conserva un intérêt pour les cousins slaves du nord. Il s'intéressa à leurs écrivains et à leur culture. Il établit des parallèles entre leur sort et celui des Tchèques et des Slovaques, dominés par des puissances étrangères. Le rapport de Masaryk aux Polonais mêlait raison et passion.

I. La constitution de la frontière entre deux pays amis

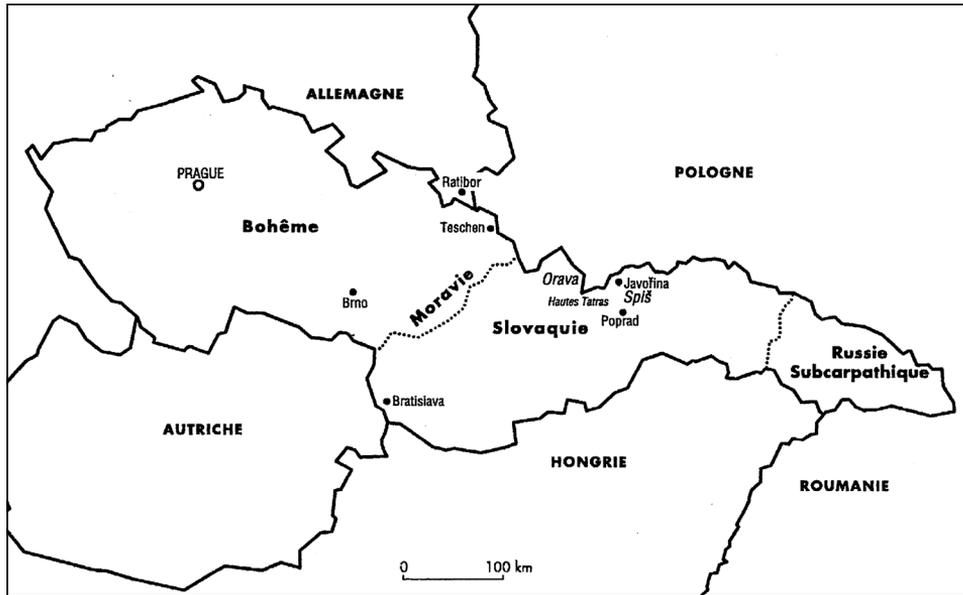
Après 1918, dans les relations de la Tchécoslovaquie de Masaryk avec la Pologne de Piłsudski, la composante passionnelle se doubla d'une dimension stratégique. Dans le cas de la Hongrie, le problème était essentiellement national puisqu'il touchait des populations magyarophones englobées dans la Slovaquie. Les arguments stratégiques étaient secondaires par rapport à ces arguments de nationalité. Dans le cas de la Pologne, la ligne de partage national fut bien plus floue. Les frontières de la Pologne ont toujours été imposées de l'extérieur par les puissances allemande, autrichienne ou russe. Quant aux rapports avec la Tchécoslovaquie, il s'agissait d'abord de peuples qui avaient en commun leur slavité. Dans les zones de confins, les différences linguistiques composaient une série de nuances qui ont pu évoluer dans le temps. La différence entre la graphie du tchèque et celle du

* Cet article a été rédigé dans le cadre du projet bénéficiant du soutien du Centre national de la Science (DEC-2013/08/M/HS3/00395).

¹ Sur la vie intellectuelle et politique de Tomáš Garrigue Masaryk, il est possible de se reporter en français à Alain Soubigou, *Thomas Masaryk*, Paris, Fayard, 2002, avec une préface du président Václav Havel ; édition tchèque, Prague, Paseka, 2004, fondé sur l'analyse systématique des archives de l'Institut Masaryk de l'Académie des sciences de la République tchèque et de la chancellerie de la présidence de la République. En polonais, Janusz Gruchała, *Tomasz G. Masaryk*, Wrocław, Ossolineum, 1996, fondé sur des sources secondaires.



polonais avant Comenius est une affaire de spécialistes de philologie. Dans la réalité, ces zones de confins sont délicates à départager. Dans la perspective de ces difficultés notamment en Silésie, dès avant la fin de la guerre, Masaryk avait eu des entretiens préparatoires avec les dirigeants de la Pologne en exil, le pianiste virtuose Ignacy Paderewski (1860–1941) et surtout avec l’homme politique Roman Dmowski (1864–1939), à Washington, en septembre 1918². Ils parlèrent de l’avenir de ce qui allait devenir la pomme de discorde durable entre les deux pays successeurs : la région de Teschen (en allemand) – Těšín (en tchèque) – Cieszyn (en polonais).



République tchécoslovaque, 1918–1938

Entre la Pologne et la Tchécoslovaquie, l’affaire de Teschen fut le plus grand problème survenu entre deux États slaves issus du système de Versailles³. Il s’agissait d’une région frontalière silésienne riche en charbon. Les enjeux en étaient à l’époque peu compréhensibles dans les chancelleries d’Europe occidentale. L’âpreté de la position tchécoslovaque sur la question de Teschen n’était pas sans motif : le charbon était à cette époque un produit stratégique. De plus, la seule ligne de chemin de fer Bohumín-Košice (très sollicitée pendant le conflit avec la Hongrie en 1919) vers la Slovaquie passait par cette région. Enfin, le gouvernement tchécoslovaque connaissait les prétentions alternatives de la Pologne sur la Haute-Silésie allemande et en Galicie. Le préfet plénipotentiaire de la

² Archives de la chancellerie de la présidence de la République tchèque (AKPR, comme la plupart des sources de cet article original), carton Zahraníčí 12, dossier Polsko 57 (1919), hors liasse, folio n° 12.

³ Quoiqu’un peu ancienne, la meilleure synthèse en tchèque demeure : Jaroslav Valenta, *Česko-polské vztahy v letech 1918–1920 a těšínské Slezko*, Ostrava, Slezský studijní ústav Československé Akademie Věd, Krajské nakladatelství, 1961.

Silésie tchèque à Opava, Josef Šrámek (à ne pas confondre avec le ministre catholique Mgr Jan Šrámek), adressa, le 11 février 1919, au gouvernement tchécoslovaque et à la chancellerie du président de la République (KPR) un rapport très détaillé sur la politique du gouvernement polonais à l'égard de la Haute-Silésie : le gouvernement polonais y avait fomenté une grève générale qui « stoppa les livraisons de charbon à l'Allemagne, puis il envoya 36 millions de marks sous couvert de soutien aux chômeurs, afin de faire passer la future grande Pologne pour un petit paradis » en comparaison avec l'Allemagne défaite et ruinée⁴. Cet effort financier et de propagande polonais entraînait dans l'hypothèse d'un plébiscite, par lequel les trois populations de Silésie auraient à décider de leur rattachement selon les zones, soit à la Pologne, soit à l'Allemagne, soit à la Tchécoslovaquie. Cette agitation polonophile toucha les régions de Katowice, Gleiwitz, Rybnik et Oppeln. On trouve d'autres exemples de la propagande polonaise intense mais aussi allemande dans les archives, ce qui ne pouvait qu'inquiéter la présidence et le gouvernement tchécoslovaques⁵.

En particulier, Masaryk eut le sentiment d'une déloyauté polonaise, car au cours des conversations aux États-Unis en septembre 1918 avec le dirigeant polonais Roman Dmowski, il avait envisagé un échange de la région de Teschen contre celle de Racibórz (Ratibor en tchèque), plus au Nord-Ouest. Une pièce d'archive totalement inédite éclaire d'un jour nouveau l'approche masarykienne de la question de Teschen, et, au-delà, la question du rapport entre son humanisme en politique et le poids des contraintes internationales en Europe centrale. Le 10 septembre 1918 en effet, à Washington, Tomáš Masaryk et Roman Dmowski avaient trouvé des points d'accord sur leur position vis-à-vis de pays tiers (Lituanie, Russie, Finlande, Ukraine), sur une union douanière et sur série de points tiers. Dans ce climat favorable, Tomáš Masaryk avait répondu à la revendication de Dmowski sur la région de Teschen : « Je n'ai pas d'opposition contre cela (*« nic proti tomu »*) si la région de Racibórz/Ratibor revient à la Tchécoslovaquie et si des vallées charbonnières nous sont assurées »⁶. Les propos sont évidemment imprécis à défaut d'une délimitation géographique rigoureuse des concessions éventuelles. Mais à tout le moins, Masaryk n'était pas hostile à ce moment-là à l'hypothèse d'une négociation sur l'attribution de Teschen. C'est bien là un exemple de ce que peut être une approche humaniste, décentrée du nationalisme étroit, de la politique selon Masaryk.

Quelques mois plus tard, la libération nationale étant obtenue tant pour les Tchécoslovaques que les Polonais, l'ambiance était tout autre. L'hypothèse conciliatrice de Masaryk fut rapidement ruinée par les informations du préfet Josef Šrámek — fonctionnaire très apprécié à la KPR — en provenance de cette région dès février 1919 et aggravée en août 1919 : des menées « spartakistes » (c'est-à-dire communistes) étaient fréquemment signalées dans la région de Racibórz, la rendant beaucoup moins attrayante pour la Tchécoslovaquie⁷. Ces informations incitèrent le gouvernement tchécoslovaque à rester prudent et sélectif pour la détermination de sa frontière nord en Silésie. A quoi bon en effet perdre la région charbonnière de Teschen, pour obtenir une région moins riche et de surcroît en proie à l'agitation bolchevique ?

⁴ AKPR, dossier D9766, liasse A, folio classé D172.

⁵ AKPR, dossier D9766, liasse D, *passim*.

⁶ Archives de l'Institut Masaryk de l'Académie des sciences (AÚTGM désormais), carton Zahraničí 12, dossier Polsko 55 (1918), folio n° 4.

⁷ AKPR, dossier D9766/20, liasse E.

Sans revenir sur le détail du règlement de cette affaire de Teschen, il importe ici de rappeler seulement comment une approche initialement marquée par la bonne volonté réciproque fut rapidement pervertie en une approche méfiante puis une approche bâtie sur un rapport de force de part et d'autre. Masaryk avait vraiment eu une approche conciliatrice, antinationaliste, humaniste de cette question. Pourtant, dès la fin du mois d'octobre 1918, les Polonais profitèrent d'une suprématie militaire momentanée. Les légions tchécoslovaques étaient encore sur les fronts français, italien et surtout sibérien. Les Polonais occupèrent la région de Teschen à population mélangée jusqu' alors autrichienne. Le 5 novembre 1918, les représentants tchèques locaux durent approuver une ligne de démarcation consacrant ce coup de force polonais. Peu après, la Pologne organisa ses premières élections à la diète, y compris dans la région contestée de Teschen. La Tchécoslovaquie y vit une manière de pérenniser le fait accompli. Mais, dans les semaines suivantes, des troupes légionnaires tchécoslovaques des fronts français et italiens furent démobilisées et rapatriées. Le 25 janvier 1919, ces troupes tchécoslovaques disponibles affrontèrent les troupes polonaises dans cette région au cours de combats plutôt symboliques qui durèrent une semaine⁸. La situation tourna rapidement à leur avantage. Comme souvent dans ce type de situations, la communauté internationale envoya une commission qui tant bien que mal régla le problème. Après avoir envisagé un plébiscite dans la région contestée à l'automne 1919, cette solution fut abandonnée en juillet 1920 devant la montée des violences locales et du péril bolchevique russe avec l'invasion de l'Armée rouge jusqu'à Varsovie. Le 27 juillet 1920, la conférence des ambassadeurs réunie à Paris et chargée de suivre l'application des traités de paix décida le partage de la région : la ville de Teschen fut attribuée à la Pologne, mais le faubourg de Freistadt (Fryštát) et l'important bassin charbonnier devinrent tchécoslovaques. Cette solution n'était sans doute pas très éloignée de celle à laquelle songeait Thomas Masaryk en septembre 1918 à Washington, mais, dans l'atmosphère échauffée par le nationalisme en 1919–1920, elle ne satisfit aucune des deux parties. Néanmoins, sous la pression d'autres événements, cette affaire de Teschen sortit rapidement de l'actualité : la Pologne s'était déjà fait une raison. Le premier délégué spécial du gouvernement tchécoslovaque à Varsovie, Vladimír Radimský (1880–1977) décrit ainsi, dès le 9 août 1919, l'atmosphère :

Sur la question de Teschen, le ton des journaux de Varsovie est résigné et déprimé bien plus que combatif et polémique [...]. Les Polonais se calment doucement sur ce sujet et préparent le public à d'éventuelles concessions dans la question de Teschen⁹.

À ce moment, la Pologne devait faire face à la situation la plus critique de l'offensive bolchevique russe dont elle ne sortit que par le « miracle de la Vistule », en août 1920, et la contre-offensive de l'automne 1920 et du printemps 1921¹⁰. Au même moment, le gouvernement tchécoslovaque devait faire face à la scission du parti social-démocrate, avec en conséquence la création d'un parti communiste en décembre 1920. Ces soucis mirent très rapidement Teschen au second plan.

⁸ Antonín Klimek et Eduard Kubů, *Československá zahraniční politika, 1918–1938*, Prague, Institut pro středoevropskou kulturu a politiku, 1995, pp. 22–23.

⁹ AÚTGM, carton Zahraničí 12, dossier Polsko, 56 (1919), folio hors-liasse n° 35.

¹⁰ Antonín Czubiński, *Rusko-polská válka v letech 1918–1921, první sovětský útok na Evropu*, Brno, Bonus, 1996.

II. La question du Spiš et de l'Orava

Une affaire chassant l'autre, surgit la question du Spiš et de l'Orava, deux régions de Slovaquie septentrionale. Cette question passait pour relativement secondaire puisque l'intérêt économique et stratégique de ces deux régions était beaucoup moins important qu'à Teschen. Il ressortait de la décision de la Conférence des Ambassadeurs du 27 juillet 1920, transmise aux intéressés le 28 juillet, que ces régions resteraient sous *statu quo*, c'est-à-dire sous administration tchécoslovaque. La question annexe de Javořina paraissait encore plus secondaire car, à la différence du Spiš par exemple, il ne s'agissait pas d'une région historiquement identifiée, tout juste quelques dizaines de kilomètres carrés de zone de montagne. Pourtant le Spiš, l'Orava et Javořina firent l'objet de tractations plus laborieuses encore que celles de Teschen, puisqu'elles s'étirèrent jusqu'en février 1924. De quoi s'agissait-il au juste ?

Depuis 1919, le Spiš et l'Orava faisaient l'objet de revendications sans grand espoir de la part de la Pologne puisqu'il s'agit de régions historiquement largement incluses dans la Slovaquie, précédemment Haute-Hongrie. Le critère linguistique était peu opératoire, puisque les habitants parlaient pour la plupart une langue empruntant tant au slovaque qu'au polonais. Cependant les populations se disaient très largement favorables au maintien dans la Tchécoslovaquie. C'était le résultat des campagnes inlassables de l'évêque de Banská Bystrica, Mgr Marián Blaha (1869–1943), et ce en dépit de provocations d'agents polonais¹¹. Au vu des archives en provenance de sources de gendarmerie, ceux-ci n'étaient pas tous contrôlés par le gouvernement polonais mais souvent par des hypernationalistes de la région de Cracovie. Assez logiquement la commission internationale de délimitation finit par entériner cette situation de fait, le 11 février 1924, en attribuant la majeure partie de ces régions à la Tchécoslovaquie, en prolongeant l'état antérieur à la Grande Guerre. Pour ménager les susceptibilités polonaises, douze villages de l'Orava et treize villages du Spiš peuplés de 24 700 habitants furent néanmoins attribués à la Pologne¹².

III. Javořina, une affaire secondaire ?

Restait la question tout à fait secondaire en apparence de Javořina. Ce lieu, c'est un petit village de quelques dizaines d'habitants niché dans une petite vallée de la partie orientale des Hautes-Tatras slovaques. Il s'appelle Javorina en slovaque, Javořina en tchèque, Jaworzyna en polonais. C'est un village de montagne à 1018 mètres d'altitude. Il est typique par sa charmante église en bois, ses fermes formant avec les bâtiments agricoles une cour fermée à entrée unique.

Ce village est un peu enclavé. C'est particulièrement vrai en hiver avec la neige, même si de nos jours une route correcte le relie à Tatranská Lomnica à une trentaine de kilomètres au sud et à Poprad à une cinquantaine de kilomètres. Cette route serpente entre de magnifiques forêts, descendant des croupes septentrionales et orientales d'un des plus

¹¹ AKPR, liasse « Plebisitní zaležitosti Oravy a Spiše », D6282, sous-liasse 1.

¹² Victor S. Mamatey & Radomír Luža (éd.), *La République tchécoslovaque, 1918–1948*, Paris, Librairie du Regard, 1987 (traduction de l'ouvrage original paru en américain à Princeton en 1973), pp. 405–406.

hauts sommets des Tatras, le célèbre Lomnický Štít (pic de Lomnica). La situation de seuil a fait de Javořina un modeste lieu de passage ancien, sans toutefois créer une activité très intense. C'est seulement ces dernières années qu'une activité de sport d'hiver familial a suscité la construction d'un petit hôtel. Bref, un village un peu somnolent. Pourtant, en 1922, il fut l'enjeu d'une rivalité internationale sans rapport avec sa taille, provoquant une vive tension non seulement entre la Pologne et la Tchécoslovaquie mais aussi au sein des milieux politiques tchécoslovaques, avec notamment un désaccord rare entre Tomáš Masaryk et Édvard Beneš. Les relations tchécoslovaque-polonaises avaient déjà été sérieusement altérées par l'affaire de Teschen (Těšín) en 1919–1920. Par quel processus cet épisode de Javořina en 1922, maintenant oublié, a-t-il pu influencer sur ces relations au point de compromettre définitivement tout accord entre cousins slaves ?

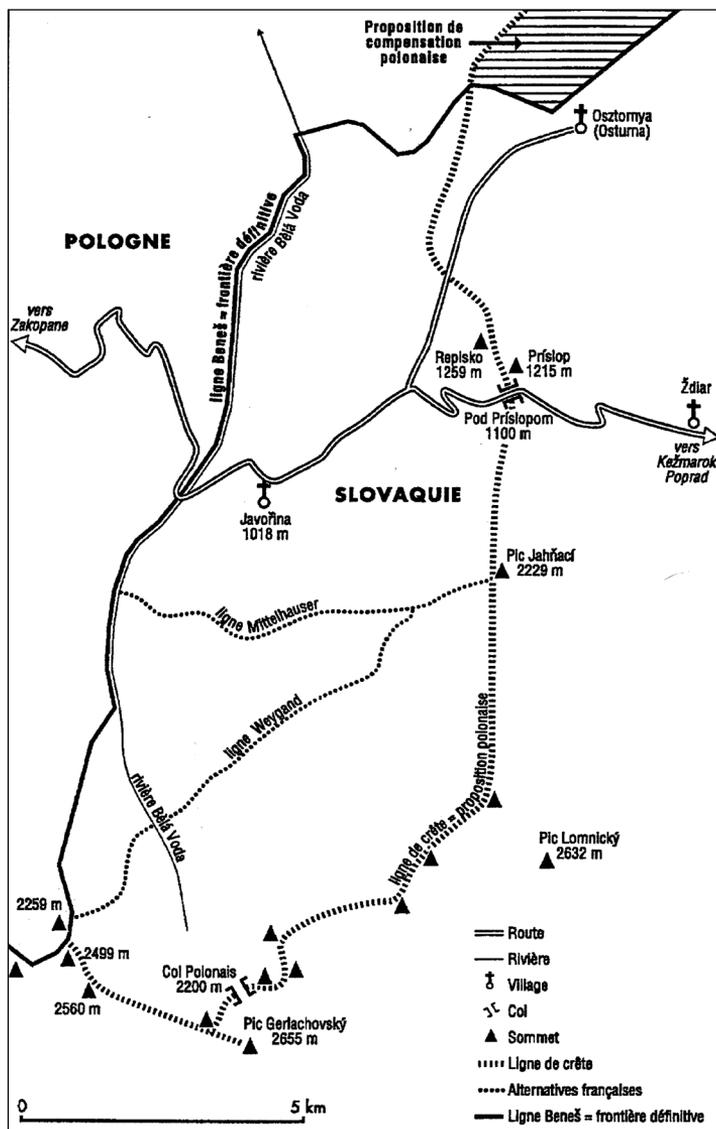
Pour bien comprendre cette affaire de Javořina, il faut être très attentif à la géographie et s'appuyer sur les cartes, tout comme Tomáš Masaryk ou Édvard Beneš en 1922. Par chance on peut retrouver dans les archives de l'Institut Masaryk à Prague les cartes sur lesquels travaillaient précisément Tomáš Masaryk et son collaborateur Beneš alors président du Conseil des ministres (*ministrský předseda*)¹³. En effet, à la suite de tractations parlementaires pour mettre fin à un cabinet de techniciens (*úřednická vláda*), le ministre des Affaires étrangères, Édvard Beneš, avait accepté de présider le gouvernement le 26 septembre 1921, fonction qu'il assuma pendant plus d'un an jusqu'au 7 octobre 1922, tout en continuant de diriger la diplomatie tchécoslovaque. Beneš se trouvait alors dans une situation de « super » premier ministre avec la gestion d'affaires intérieures et extérieures graves à une époque où l'existence de la Tchécoslovaquie était encore en cours de consolidation.

Javořina fut l'objet d'un contentieux spécifique qui dura de 1920 à 1924, soit bien après le règlement de l'affaire de Teschen. Le gouvernement polonais réclamait classiquement que la frontière soit établie sur la ligne de partage des eaux, autrement dit la ligne des plus hauts sommets de cette région montagneuse, ce qui revenait à lui attribuer Javořina. En contrepartie, les Polonais étaient prêts à céder une zone d'égale valeur forestière au nord du village d'Oszturnia/Osturna/Osturnia. Le gouvernement tchécoslovaque d'Édvard Beneš revendiquait le rattachement du village de Javořina à la Tchécoslovaquie jusqu'à la rivière Biela Voda. Il s'appuyait sur des exigences de l'état-major tchécoslovaque qui, depuis les heurts de Teschen, craignait d'avoir des pièces d'artillerie polonaises sur des hauteurs surplombant des territoires tchécoslovaques. La revendication de territoires sur le flanc Nord des Tatras devait écarter ce risque.

Conscient de ce souci, le chef de la Mission militaire française en Pologne, le général Maxime Weygand (1867–1965), formula en 1922 une solution de conciliation en proposant d'accorder à la Tchécoslovaquie une zone escarpée d'environ trois kilomètres sur le versant Nord des Tatras laissant cependant Javořina à la Pologne. Cela devait suffire à mettre les territoires tchécoslovaques sur le versant Sud à l'abri de l'artillerie polonaise.

Plus conciliant encore, le Chef de la Mission militaire française en Tchécoslovaquie, le général Eugène Mittelhauser (1873–1949), qui avait succédé au général Pellé le 1^{er} janvier 1921, suggéra de repousser encore cette frontière à une dizaine de kilomètres vers le nord, suivant en partie la rivière Biela Voda pour satisfaire Édvard Beneš. Cependant,

¹³ AÚTGM, carton Zahraničí 13, dossier Polsko 62 (1923), hors liasse, folio n° 20.



Région de Javořina

il faut noter que Mittelhauser n'allait pas jusqu'à revendiquer le village de Javořina pour la Tchécoslovaquie.

Les propositions conciliatrices de Weygand et de Mittelhauser témoignent de la position délicate de la France, amenée de fait à arbitrer entre deux de ses alliés, la Pologne et la Tchécoslovaquie. La France tirait là les conséquences de l'affaire de Teschen. En effet la France s'était de même trouvée engagée simultanément des deux côtés, y compris absurdement de part et d'autre dans les combats entre Tchécoslovaques et Polonais.

La différence d'approche entre Weygand et Mittelhauser était déjà en soi troublante. Mais c'est au sein même des milieux dirigeants tchécoslovaques que surgirent les divergences les plus surprenantes.

En effet, à juste titre, Tomas Masaryk et Edvard Beneš pouvaient passer pour une équipe très soudée par leur relation de professeur à étudiant avant 1914 et plus encore par leur expérience commune à l'étranger pendant la Première Guerre mondiale. La confiance de leur relation allait même bien au-delà de ce que l'on imagine parfois¹⁴. L'aîné fit du cadet son héritier partiel. Néanmoins dans cette affaire apparut une sérieuse divergence entre eux. Rappelons que la politique étrangère d'Edvard Beneš était loin de faire l'unanimité en Tchécoslovaquie, notamment du côté des nationalistes maximalistes comme Karel Kramář¹⁵. Edvard Beneš (1884–1948) était encore jeune au début des années vingt, il n'avait pas encore atteint la quarantaine d'années, et était déjà auréolé de ses succès obtenus à Paris puis sur la scène internationale, ce qui excitait la jalousie de politiciens chevronnés. Souvent, face à eux, la position précaire de Beneš ne tenait qu'au soutien indéfectible de Tomas Masaryk.

C'est dans le cadre de cette relation qu'il faut comprendre un important document figurant dans les archives de Tomas Masaryk. Dans le courant du mois de septembre 1922, selon les informations de l'ambassadeur tchécoslovaque à Paris, Štefan Osuský (1889–1973), soit dit en passant d'origine slovaque, la commission de délimitation semblait s'engager dans une solution globalement favorable à la Tchécoslovaquie dans l'affaire précédente du Spiš et de l'Orava au détriment de la Pologne¹⁶. Or le 28 septembre 1922, Beneš envoya un télégramme de Genève au président Tomas Masaryk à Prague¹⁷. Dans ce télégramme, Beneš joint l'affaire de Javořina au règlement de l'affaire du Spiš et de l'Orava. Il demande de faire transmettre par l'ambassadeur français à Prague Fernand Couget¹⁸ les réserves du gouvernement tchécoslovaque contre toute tentative de délimitation excluant Javořina du territoire tchécoslovaque. Les raisons invoquées par Beneš sont de deux ordres : d'ordre international, parce que les relations avec la Pologne s'en trouveraient négativement affectées et parce que la conférence internationale des ambassadeurs avait déjà soumis un projet écrit de délimitation rattachant Javořina à la Tchécoslovaquie. Et puis d'ordre national car les partis politiques tchécoslovaques, au courant du projet de la conférence des ambassadeurs, savaient qu'une première décision avait été favorable à la Tchécoslovaquie, Beneš « ne veut pas prendre la responsabilité » d'un recul car sa « position deviendrait impossible » (« *moje pozice byla by prostě nemožná* ») face aux partis et face au pays.

Tomas Masaryk est parfaitement informé de l'avancée du problème grâce à ses propres canaux d'information : grâce aux réseaux de renseignement parallèles de la chancellerie du Président de la République (V.O.B. notamment), grâce aux rapports de l'ambassadeur

¹⁴ Alain Soubigou, « T. G. Masaryk a Edvard Beneš: důvody politické spolupráce ve světle tajných archivů », Akta olomoucké konference *Beneš a Stalin*, Olomouc, Palackého univerzita, 1996.

¹⁵ Karel Kramář, *Kramářův soud nad Benešem* (le jugement de Kramář sur Beneš), Prague, Tempo, 1938. Livre qui reflète bien l'hostilité des nationalistes tchèques à l'encontre de Beneš.

¹⁶ AÚTGM, carton Zahraničí 13, dossier Polsko 61 (1922), liasse 5, folio n° 2.

¹⁷ AÚTGM, carton Zahraničí 13, dossier Polsko 61 (1922), liasse 5, folio n° 7, classé K427/22.

¹⁸ Fernand Couget (1866–1950) fut ministre (ambassadeur) de France à Prague de septembre 1920 à août 1926.

tchécoslovaque en poste à Varsovie depuis mai 1921, Prokop Maxa (1883–1961), ancien compagnon de lutte en Russie, et grâce à ses bons rapports avec l'ambassadeur polonais à Prague Erazm (ou Erasmus) Piltz (1851–1929). A la réception de ce télégramme de Beneš qui a été dactylographié par le secrétaire personnel Vladimír Kučera¹⁹ pour faciliter la lecture du président, Tomas Masaryk en prend immédiatement connaissance dans la soirée du 28 septembre 1922. Il le lit, l'annote puis le raye pour signifier qu'il l'a lu. Ces annotations sont intéressantes : selon son procédé systématique, avec un gros crayon, il a souligné le nom de l'auteur du télégramme, Beneš, car il est important. Puis suit un commentaire écrit au stylo dans l'écriture caractéristique de Masaryk, en anglais comme il lui arrivait d'en faire. Souvenons-nous que son épouse était américaine et qu'en famille, il lui arrivait souvent de parler dans la langue de Shakespeare. Après son accident cérébral au printemps 1934, pendant plusieurs mois Masaryk ne s'adressa plus à son entourage qu'en anglais, selon l'ambassadeur français Léon Noël²⁰. Or cette annotation, même en anglais légèrement fautif (« to » à la place de « too ») est très sévère dans sa brièveté : « trop excité ? » Même tempérée par un point d'interrogation, cette remarque montre bien une divergence entre Masaryk et son meilleur collaborateur et ministre, Edvard Beneš, sur cette affaire de Javořina. Masaryk, sans être un naïf, n'approuvait pas totalement le cynisme de Beneš dans cette affaire. Au-delà, et en se gardant de surinterpréter une mention lapidaire, on peut se demander si Masaryk n'a pas douté des capacités d'homme d'État (voire de successeur potentiel) de Beneš, si l'on pense qu'une des principales qualités d'un homme d'État doit être le sang-froid, le contraire d'un « excité ». Au surplus, les arguments de Beneš, selon lesquels il risquait de perdre la face devant les partis politiques et risquait de devenir impopulaire devaient sembler faibles pour un Masaryk qui plus d'une fois dans sa carrière avait pris le risque difficile d'une mise au ban de la nation. Voilà donc un cas tout à fait rare d'une divergence entre Masaryk et Édouard Beneš. Masaryk avait une vision nettement plus humaniste de ce problème de Javořina, mais ce n'est pas la seule raison : il savait que de bonnes relations avec la Pologne étaient vitales pour la pérennité de la Tchécoslovaquie. L'humanisme de Masaryk était donc un réalisme de long terme, tout comme la quête de la vérité dans l'affaire des manuscrits des années 1880 était bien plus qu'une question d'honnêteté. Chez Masaryk, le réalisme de long terme pouvait passer par une forme d'humanisme.

Quelles étaient les véritables motivations d'Édouard Beneš dans cette affaire de Javořina ? Elles sont, elles, de court terme. Le compte rendu du conseil des ministres du 31 mars 1922 consacré à cette affaire de Javořina donne de précieuses indications²¹. On y relève en particulier que « lors de son voyage en Slovaquie en janvier 1922, le premier ministre Beneš a consulté des personnalités politiques slovaques au sujet de Javořina » (« *při své cestě na Slovensko v lednu 1922 radil se ministerský předseda Dr. Beneš o otázce Javořiny s politickými osobnostmi slovenskými* »). On peut imaginer le dialogue qui a dû s'instaurer entre le jeune président du Conseil et les dirigeants slovaques, impatientes de voir se concrétiser les accords de Pittsburgh, qui prévoyait une certaine

¹⁹ Cela se déduit du numéro de classement (K427/22) commençant par l'initiale caractéristique K, suivie du numéro d'ordre et de l'année.

²⁰ Léon Noël, *La Tchécoslovaquie d'avant Munich*, Paris, Institut d'études slaves, 1982, p. 63. Léon Noël (1888–1987) représenta la France à Prague (1932–1935) puis à Varsovie (1935–1939).

²¹ AÚTGM, carton Zahraničí 13, dossier Polsko 61 (1922), liasse 5, folio n° 8.

autonomie, dans l'ensemble tchécoslovaque. On peut formuler l'hypothèse qu'à défaut de pouvoir les satisfaire directement, Beneš a pu penser habile de détourner les revendications autonomistes de ses interlocuteurs sur une question secondaire apparemment facile à régler pour lui par ses relations diplomatiques, la question de Javořina. Peut-être même que dans la chaleur d'un banquet coutumier des Slovaques, Beneš a promis de tenir une ligne maximaliste dans cette affaire. Toujours est-il que prisonnier des propos qu'il a tenus en Slovaquie en janvier 1922, Beneš pouvait difficilement reculer sur ce dossier en septembre suivant. C'est ce qui explique le ton et la teneur du télégramme qu'il envoya de Genève le 22 septembre 1922 à T. G. Masaryk à Prague : reculer l'aurait mis dans une situation impossible.

Cette affaire traîna encore toute l'année 1923. Puis au début de l'année suivante, le 11 février 1924, grâce à ses appuis dans les milieux diplomatiques européens, Beneš obtint entièrement satisfaction : Javořina et tout le territoire à l'ouest jusqu'à la rivière Biela (soit une centaine de kilomètres carrés) furent attribués à la Tchécoslovaquie en même temps que celle-ci obtenait globalement satisfaction en Orava et Spiš comme on a vu.

Quelles furent les conséquences sur les relations tchécoslovaque-polonaises ? Il était clair que Javořina n'était pas un enjeu stratégique réel. Ce village ne commandait pas de col important, sa maîtrise ne mettait aucune ville tchécoslovaque sous un hypothétique feu d'artillerie polonaise et il n'y avait dans cette vallée aucun ouvrage fortifié. Au contraire, l'inflexibilité tchécoslovaque au nom de soi-disant impératifs stratégiques indisposa les Polonais puisque c'était leur supposer des desseins offensifs dans ce secteur — sans véritable fondement. Javořina ne constituait pas non plus un enjeu économique, puisque ses richesses forestières compensaient à peine les handicaps du climat montagnard rigoureux. En revanche, la fermeté tchécoslovaque face à la revendication polonaise suscita un sentiment d'injustice en Pologne. En effet dans l'affaire précédente de Teschen, l'argument économique défendu par les Tchécoslovaques pouvait être compréhensible pour la partie polonaise à qui la communauté internationale avait fait valoir des arguments rationnels. De même, dans le cas du Spiš et de l'Orava, l'argumentation historique de la partie tchécoslovaque n'était pas sans fondement.

Tout autre était le problème de Javořina. Au mépris de toutes les traditions diplomatiques, imposer la frontière tchécoslovaque-polonaise sur le versant polonais des Tatras pouvait à bon droit passer pour un déni de justice. En montagne, les frontières sont traditionnellement établies sur la ligne de partage des eaux reliant grosso modo les sommets les plus élevés. Cela s'avère d'ailleurs être le plus rationnel pour l'administration et pour l'efficacité économique puisque chaque pays gère le versant de son côté. Ainsi en est-il par exemple entre la France et l'Italie ou entre la France et l'Espagne. Dans ces conditions, la revendication tchécoslovaque sur Javořina, indubitablement sur le versant polonais des Tatras, ne pouvait pas manquer d'exciter le nationalisme polonais déjà à vif depuis l'affaire de Teschen. Il en résulta une virulente campagne de presse en Pologne. Dès le 21 décembre 1921, l'ambassadeur tchécoslovaque à Varsovie, Prokop Maxa (1883–1961), avertit Prague : « L'affaire de Javořina a, en Pologne, une dimension psychologique importante ». Le président de la commission parlementaire des Affaires étrangères à la diète polonaise, Stanisław Grabski (1871–1949), pourtant plutôt tchécoslovaquophile en souvenir de luttes communes en Russie pendant la Première Guerre mondiale, affirme :

Pour moi personnellement, cette affaire de Javořina est insignifiante, mais elle contient une dimension psychologique surtout dans la classe intellectuelle mais aussi dans le grand public ainsi qu'un caractère démagogique et je redoute qu'une solution incomplète ne mette en cause la ratification du traité polono-tchécoslovaque²².

Le 25 janvier 1922, l'ambassadeur Maxa vint rendre compte en personne à Masaryk à Prague de la gravité de ce problème²³. Rentré à Varsovie, Maxa signale, le 1^{er} mars 1922, que dans l'affaire de Javořina la position du ministre des Affaires étrangères polonais Konstanty Skirmunt (1866–1943) risquait de devenir difficile à cause de la dureté tchécoslovaque²⁴. Le 29 mars 1922, Maxa répète son avertissement : l'affaire de Javořina est psychologiquement délicate en Pologne, une solution sans faux-semblant est indispensable pour obtenir la signature du traité polono-tchécoslovaque²⁵. La situation ne s'arrange pas pendant l'été 1922 et les rétorsions polonaises commencent à l'automne. Beneš reconnaît, le 10 septembre 1922, dans un télégramme de Genève à Masaryk que c'est la Pologne qui bloque la candidature de la Yougoslavie à la Société des Nations²⁶. Le 3 décembre 1922, l'ambassadeur Maxa signale que « l'affaire du boycott des compétitions de ski en Tchécoslovaquie par les sportifs polonais est envenimée par les journaux nationalistes polonais, le *Polski Kurier* notamment, et par les nationalistes tchèques (Dvorský, Domin, Spaček, Kramář et consorts) », tout cela à cause de l'affaire de Javořina²⁷.

À plus long terme, les conséquences de l'incompréhension tchécoslovaque-polonaise sur la question de Javořina furent néfastes : Maxa fut rappelé à Prague dès 1923, alors qu'il était en poste depuis seulement 1921, car « dans l'affaire de Javořina, il s'était trop engagé », comme l'estimait un rapport de la présidence du conseil tchécoslovaque du 31 mars 1922²⁸. Le traité économique tchécoslovaque-polonais fut signé mais avec retard, seulement en mai 1925. En 1927, la nomination du Dr Václav Girsá (1875–1954) comme ambassadeur tchécoslovaque en Pologne fut accueillie négativement à Varsovie. Girsá était nébuleusement identifié comme russophile pour son action de consul tchécoslovaque à Vladivostok pendant la Première Guerre mondiale, ce qui déplaisait au maréchal Józef Piłsudski (1867–1935). Les rapports historiquement négatifs entre Polonais et Russes rejaillissaient sur Girsá, amalgamé aux Russes. Sa candidature à l'ambassade à Varsovie avait déjà été récusée en décembre 1920, par la Pologne. En outre Girsá, comme numéro deux du ministère tchécoslovaque et proche collaborateur de Beneš, passait pour être l'inspirateur de la politique intransigeante vis-à-vis de la Pologne. Girsá se trouva rapidement isolé et amer dans le corps diplomatique à Varsovie. Son activité à Varsovie, de 1927 à 1934, fut restreinte : à l'Institut Masaryk, en masse d'archives, alors que la période 1918–1924 remplit neuf dossiers (près de deux cartons de rapports diplomatiques), la période de 1925 à 1934, celle essentiellement de Girsá, ne remplit qu'un seul dossier. Cela pourrait être le signe qu'il n'y a pas de problèmes. Cela témoigne en réalité de la froideur des relations entre les deux pays voisins dans la seconde moitié des années vingt et dans

²² AÚTGM, carton Zahraničí 13, dossier Polsko 60 (1921), hors liasse 5 de cinq pages n° 3.

²³ AÚTGM, carton Zahraničí 13, dossier Polsko 61 (1922), liasse n° 2.

²⁴ AÚTGM, carton Zahraničí 13, dossier Polsko 61 (1922), liasse 5, rapport hors liasse n° 5.

²⁵ AÚTGM, carton Zahraničí 13, dossier Polsko 61 (1922), liasse 1, folio n° 3.

²⁶ AÚTGM, carton Zahraničí 13, dossier Polsko 61 (1922), folio hors liasse n° 6.

²⁷ AÚTGM, carton KPR 2, dossier 11, folio n° 89.

²⁸ AÚTGM, carton Zahraničí 13, dossier Polsko 61 (1922), liasse 5, folio n° 8.

les années trente. Le 3 février 1933, Girsá se plaint une fois de plus de « la passivité de la balance commerciale tchécoslovaque avec la Pologne »²⁹. Les Polonais éprouvaient du mépris, voire de « l'horreur » selon l'ambassadeur français Léon Noël, pour les Tchèques et spécialement pour Masaryk et pour Beneš³⁰. La Pologne ne se solidariserá jamais avec les pays de la Petite Entente en vue d'une entente plus large de la Baltique à l'Adriatique, ce qui affaiblit singulièrement celle-ci.

Au terme de cette mésentente entre la Tchécoslovaquie et la Pologne survint la tragédie de 1938 et 1939. Loin d'aider les cousins slaves tchécoslovaques agressés par l'Allemagne nazie, la Pologne n'entra en Tchécoslovaquie que pour prendre sa part avant d'être à son tour engloutie en trois semaines par l'ennemi commun l'année suivante.

Il est légitime de se demander si l'acharnement tchécoslovaque pour quelques kilomètres carrés de montagne en Slovaquie n'a pas coûté très cher aux relations tchécoslovaquo-polonaises malgré les appels de l'Entente et de la France en particulier comme en témoigne un télégramme du 27 septembre 1922 d'Ivan Krno (1891–1968), secrétaire à l'ambassade tchécoslovaque à Paris, à l'adresse du gouvernement tchécoslovaque : « Le gouvernement français insiste pour que nous ne protestions pas » (« *Francouzská vláda naléhá, aby chom neprotestovali* ») contre la solution qui se dessinait sous l'égide de la France dans l'affaire de Javořina : une frontière sur le versant polonais des Tatras, soit, mais pas trop éloignée de la ligne des sommets et sans inclure le village de Javořina³¹. Le lendemain, Beneš envoya le fameux télégramme de Genève à Masaryk, que celui-ci annotait comme on a vu : « trop excité ». Cette divergence de vue quasiment unique entre les deux hommes portait sur une affaire en apparence bénigne, l'affaire de Javořina. En réalité, à la différence des affaires de Teschen ou du Spiš et de l'Orava, douloureuses pour les Polonais mais explicables rationnellement, l'affaire de Javořina, elle, était psychologiquement cruelle pour les cousins slaves du Nord. L'intransigeance de Beneš dans cette affaire extérieure venait de ce qu'il s'était laissé enfermer au plan intérieur en croyant s'attacher les Slovaques par l'affaire de Javořina. Or n'importe quel promeneur peut se rendre compte que la vallée de Javořina, coincée derrière le Lomnický Štít, relève plus logiquement de la Pologne que de l'ex-Tchécoslovaquie, en dépit de la décision définitive du Conseil des Ambassadeurs du 11 février 1924, reconfirmée par Staline au lendemain de la Seconde Guerre mondiale.

Cette affaire de Javořina souligna aussi le dilemme français. La Pologne comme la Tchécoslovaquie accueillaiént chacune une mission militaire française. Leurs chefs respectifs, les généraux Weygand et Mittelhauser, tentèrent une médiation sur une base militaire et rationnelle. La France qui sortait de la Grande Guerre avait-elle une véritable conception d'ensemble de l'Europe centrale qu'elle aurait pu faire valoir localement dans l'affaire de Javořina ? Il faut croire que non. Ce sont des arguments peu rationnels, passionnels et des méthodes de couloirs diplomatiques qui l'ont emporté dans cette affaire, plutôt au bénéfice apparent de la Tchécoslovaquie.

²⁹ AÚTGM, carton Zahraničí 13, dossier Polsko 64, liasse 1, folio n° 7.

³⁰ Léon Noël, *La Tchécoslovaquie d'avant Munich*, Paris, Institut d'études slaves, 1982, p. 183.

³¹ AÚTGM, carton Zahraničí 13, dossier Polsko 61 (1922), liasse 5.

Conclusion

L'affaire de Javořina est instructive à trois points de vue : d'abord, si le nationalisme n'a probablement pas besoin de prétextes rationnels pour s'enflammer, en revanche l'absence de motivation rationnelle à une politique qui se voudrait sérieuse renforce le nationalisme. Ensuite, c'est précisément l'absence de motivation rationnelle à l'attitude de Beneš dans cette affaire de Javořina qui a conduit Masaryk à la juger de manière lapidaire et critique mais précise : « trop excité », à peine tempérée par un point d'interrogation. Enfin, le nationalisme n'est pas définitivement fatal. L'affaire de Javořina a été plus cruellement ressentie en Pologne que Teschen ou le Spiš et l'Orava et a créé un point de non-retour dans les relations tchécoslovaquo-polonaises. En ce sens, Javořina a été plus grave que Teschen. Une causalité historique ne s'explique pas par un seul facteur. Mais certains facteurs pèsent plus que d'autres. Sans cette douloureuse affaire de Javořina, une Petite Entente appuyée de l'extérieur par la Pologne n'aurait-elle pas été plus crédible pour s'opposer (avec la France et la Grande-Bretagne) dix ou quinze ans plus tard au véritable ennemi commun, à savoir l'Allemagne nazie ?

Bibliographie

Archives :

Archives de l'Institut Masaryk de l'Académie des sciences (AÚTGM), zespól Zahraničí 12, dossier Polsko 55.

Archives de la chancellerie de la présidence de la République tchèque (AKPR).

Littérature :

Czubiński Antonin, *Rusko-polská válka v letech 1918–1921, první sovětský útok na Evropu*, Bonus, Brno 1996.

Klimek Antonín i Kubů Eduard, *Československá zahraniční politika, 1918–1938*, Institut pro středoevropskou kulturu a politiku, Praha 1995.

Kramář Karel, *Kramářův soud nad Benešem* (le jugement de Kramář sur Beneš), Tempo, Praha 1938. Mamatey Victor S. & Luža Radomír (red.), *La République tchécoslovaque, 1918–1948*, Librairie du Regard, Paris 1987.

Noël Léon, *La Tchécoslovaquie d'avant Munich*, Institut d'études slaves, Paris 1982.

Soubigou Alain, « T. G. Masaryk a Edvard Beneš: důvody politické spolupráce ve světle tajných archivů », Akta olomoucké konference *Beneš a Stalin*, Palackého univerzita, Olomouc 1996.

Soubigou Alain, *Thomas Masaryk*, Fayard, Paris 2002.

Valenta Jaroslav, *Česko-polské vztahy v letech 1918–1920 a těšínské Slezko*, Slezský studijní ústav Československé Akademie Věd, Krajské nakladatelství, Ostrava 1961.

Alain Soubigou

Jaworzyna affair, 1919–1923: a French dilemma

Summary

Teschen was a serious problem after WWI between Poland and Czechoslovakia. However a diplomatic solution was found on rational basis. On the contrary, problem of Spiš and Orava was more controversial although without strategic dimension. The acute knot was a little village at the

border, Javořina/Jaworzyna. Why? Because divergence stood between Poland and Czechoslovakia, between president Masaryk and premier Beneš and between French officers on Polish side and French officers on Czechoslovakian side. Thanks to his international links, Beneš earned a good border for his country. But the price was very high: for a while, Czechoslovaks and Poles had cold relations. In the 1930's, Hitler took advantage of these cold relations.

Key words: Poland, Czechoslovakia, Teschen, Piłsudski, Masaryk, Beneš, Spiš, Orava, Javořina/Jaworzyna, French military mission, French diplomacy.